

**Art. 3.** Verpakt feestvuurwerk is bij het opslaan, het vervoer en het voorhanden hebben anders dan door particulieren, op zodanige wijze verpakt dat het volgens bijlage A, onderafdeling 2.2.1.1.7 van het ADR, uitsluitend kan worden aangemerkt als vuurwerk behorende tot classificatiecode 1.4 G of 1.4 S.

Brussel, 9 december 2010.

V. VAN QUICKENBORNE

**Art. 3.** Pendant le stockage, le transport et la détention par une autre personne qu'un particulier, les artifices de joie emballés doivent être emballés de telle manière qu'ils soient considérés, selon l'annexe A, sous-section 2.2.1.1.7 de l'ADR, comme des artifices appartenant uniquement au code de classification 1.4 G ou 1.4 S.

Bruxelles, le 9 décembre 2010.

V. VAN QUICKENBORNE

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2010 — 4172

[C — 2010/11467]

**15 DECEMBER 2010.** — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van het door de Psychologencommissie vastgestelde bedrag van de administratiekosten en van de bijdrage in de kosten voor het bijhouden van de lijst van de psychologen

De Minister van Middenstand en Landbouw,

Gelet op de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog, inzonderheid op artikel 3, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1997 tot vaststelling van de regels inzake de werkingskosten van de Psychologencommissie, opgericht bij artikel 3, § 1, van de wet van 8 november 1993 tot bescherming van de titel van psycholoog, inzonderheid op artikel 2, § 1,

Besluit :

**Artikel 1.** Het voor het jaar 2011 op 50 EUR vastgesteld bedrag van de administratiekosten en van de bijdrage voor het bijhouden van de lijst van psychologen, wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Bij niet-betaling van het verschuldigde bedrag binnen een termijn van vijftien dagen, vordert de Commissie een vermeerdering van 15 EUR.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 2010.

Brussel, 15 december 2010.

Mevr. S. LARUELLE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2010 — 4172

[C — 2010/11467]

**15 DECEMBRE 2010.** — Arrêté ministériel portant approbation du montant des frais administratifs et de la contribution au coût de la mise à jour de la liste des psychologues fixés par la Commission des psychologues

La Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,

Vu la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue, notamment l'article 3, § 3;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1997 fixant les règles relatives aux frais de fonctionnement de la Commission des psychologues, instituée par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue, notamment l'article 2, § 1<sup>er</sup>,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le montant des frais administratifs et de la contribution au coût de la mise à jour de la liste des psychologues, fixés à 50 EUR pour l'année 2011, est approuvé.

**Art. 2.** A défaut du paiement du montant dû dans un délai de quarante-cinq jours, une majoration de 15 EUR sera perçue par la Commission.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> décembre 2010.

Bruxelles, le 15 décembre 2010.

Mme S. LARUELLE

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2010 — 4173

[2010/206351]

**9 DECEMBRE 2010.** — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et du Code wallon du logement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le Code wallon du Logement, l'article 152quinquies, alinéa 3, modifié par le décret du 30 avril 2009;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, l'article 20bis, § 3, inséré par le décret du 30 avril 2009;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L-1523-24, § 3, inséré par le décret du 30 avril 2009;

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et du Code wallon du logement, l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3;

Vu l'avis 48.757/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 octobre 2010, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le cadastre visé à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et du Code wallon du logement, ci-après le décret, reprend les informations suivantes :

1<sup>o</sup> nom du/des prestataire(s) actuel(s) (nom de la société + nom(s) du/des réviseur(s), personne(s) physique(s), intervenant dans l'exécution du marché);

2<sup>o</sup> l'objet du marché tel que visé dans le cahier spécial des charges;

3<sup>o</sup> les dates de début et de fin d'exécution du contrat en cours;

4<sup>o</sup> la date de la décision d'attribution du marché;

5<sup>o</sup> l'existence éventuelle d'une clause de renouvellement des contrats actuels;

6<sup>o</sup> la date prévue pour une nouvelle désignation;

7<sup>o</sup> la procédure de marché public utilisée pour la désignation des prestataires actuels;

8<sup>o</sup> le montant total du ou des marchés(s).

**Art. 2.** Pour le 15 juillet au plus tard de chaque année, les organismes d'intérêt public, intercommunales et sociétés de logement de service public transmettent les informations reprises à l'article 1<sup>er</sup> au Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé (DGO5), Département des ressources humaines et du patrimoine des pouvoirs locaux, Direction du patrimoine et des marchés publics.

Les organismes d'intérêt public, intercommunales et sociétés de logement de service public dont les marchés n'entrent pas dans le champ d'application de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret en informent le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé (DGO5), Département des ressources humaines et du patrimoine des pouvoirs locaux, Direction du patrimoine et des marchés publics.

Une copie des informations sollicitées aux alinéas précédents est envoyée par les organismes visés au Ministre dont ils relèvent.

**Art. 3.** Le cadastre des marchés publics est établi conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Trois tableaux sont établis (organismes d'intérêt public, intercommunales et sociétés de logement de service public). Ceux-ci contiennent les informations reprises à l'article 1<sup>er</sup>.

Les 3 tableaux mentionnent NC (information non communiquée) pour les organismes qui n'ont pas respecté l'article 2.

Les organismes d'intérêt public, intercommunales et sociétés de logement de service public sont classés, dans le tableau correspondant, par ordre alphabétique.

**Art. 4.** Le cadastre est publié sur le portail wallon des marchés publics, [www.marchespublics.wallonie.be](http://www.marchespublics.wallonie.be)

**Art. 5.** Conformément aux articles 20bis, § 3, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, L1523-24, § 3, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et 152quinquies, alinéa 3, du Code wallon du logement, les organismes d'intérêt public, intercommunales et sociétés de logement de service public envoient, dans le mois suivant la fin de chaque exercice comptable, les rapports de transparence des soumissionnaires retenus pour un marché de contrôle des comptes au Service public de Wallonie, Direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales (DGT1), Département des affaires juridiques, Direction du support juridique.

**Art. 6.** Les rapports de transparence sont publiés sur le portail wallon des marchés publics, [www.marchespublics.wallonie.be](http://www.marchespublics.wallonie.be)

**Art. 7.** Le Ministre des Pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 décembre 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

## ANNEXE

Cadastre des marchés publics d'une valeur égale ou supérieure à 22.000 euros H.T.V.A. passés entre un réviseur et un organisme d'intérêt public, intercommunale ou société de logement de service public

Dénomination de l'intercommunale. Organisme d'intérêt public. Société de logement de service public	Nom du/des prestataire(s) actuel(s) (nom de la société + nom(s) du/des réviseur(s), personne(s) physique(s), intervenant dans l'exécution du marché)	L'objet du marché tel que visé dans le cahier spécial des charges	La date de début et de fin d'exécution du contrat en cours	La date de la décision d'attribution du marché	L'existence éventuelle d'une clause de renouvellement des contrats actuels	La date prévue pour une nouvelle désignation	La procédure de marché public utilisée pour la désignation des prestataires actuels	Le montant total du ou des marchés

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2010 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et du Code wallon du logement.

Namur, le 9 décembre 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 4173

[2010/206351]

**9. DEZEMBER 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 30. April 2009 über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohnungsbuches**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, Artikel 20, in seiner durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Wallonischen Wohnungsbuches, Artikel 152quinquies, Absatz 3, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009;

Aufgrund des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohnungsbuches, Artikel 20bis, § 3, eingefügt durch das Dekret vom 30. April 2009;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, Artikel L-1523-24, § 3, eingefügt durch das Dekret vom 30. April 2009;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 2009 über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohnungsbuches, Artikel 8, § 1, Absatz 3;

Aufgrund des am 20. Oktober 2010 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 48.757/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden und Städte;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Das in Artikel 8 des Dekrets vom 30. April 2009 über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohngesetzbuches, nachstehend "das Dekret" genannt, erwähnte Verzeichnis umfaßt die folgenden Informationen:

1° Name des/der heutigen Dienstleistungserbringer(s) (Name der Gesellschaft + Name des/der Revisors(oren), der natürlichen Person(en), die an der Ausführung des Auftrags teilnehmen);

2° Gegenstand des Auftrags, so wie er in dem Sonderlastenheft erwähnt wird;

3° Anfangs- und Endtermine für die Ausführung des laufenden Auftrags;

4° Datum des Beschlusses zur Vergabe des Auftrags;

5° ggf. Vorhandensein einer Klausel über die Erneuerung der heutigen Aufträge;

6° ggf. für eine neue Bezeichnung vorgesehenes Datum;

7° für die Bezeichnung der heutigen Dienstleistungserbringer angewandtes Verfahren zur Vergabe des öffentlichen Auftrags;

8° Gesamtbetrag des Auftrags bzw. der Aufträge.

**Art. 2** - Spätestens bis zum 15. Juli eines jeden Jahres übermitteln die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die Interkommunalen und Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes die in Artikel 1 aufgeführten Informationen dem öffentlichen Dienst der Wallonie, operative Generaldirektion "lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit" (DGO5), Abteilung Personalwesen und Erbgüter der lokalen Behörden, Direktion der Erbgüter und der öffentlichen Aufträge der lokalen Behörden.

Die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die Interkommunalen und Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, deren Aufträge in den Anwendungsbereich von Artikel 8, § 1 des Dekrets nicht fallen, benachrichtigen den öffentlichen Dienst der Wallonie, operative Generaldirektion "lokale Behörden, soziale Maßnahmen und Gesundheit" (DGO5), Abteilung Personalwesen und Erbgüter der lokalen Behörden, Direktion der Erbgüter und der öffentlichen Aufträge der lokalen Behörden.

Eine Abschrift der in den vorerwähnten Absätzen beantragten Informationen wird durch die erwähnten Einrichtungen ihrem zuständigen Minister gesandt.

**Art. 3** - Das Verzeichnis der öffentlichen Aufträge wird gemäß dem Muster, der dem vorliegenden Erlass beigefügt wird, erstellt.

Es werden drei Tabellen erstellt (Einrichtungen öffentlichen Interesses, Interkommunalen und Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes). Diese Tabellen enthalten die in Artikel 1 aufgeführten Informationen.

Die 3 Tabellen erhalten den Vermerk NC (nicht übermittelte Information) für die Einrichtungen, die den Artikel 2 nicht beachten haben.

Die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die Interkommunalen und die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes werden in der entsprechenden Tabelle in der alphabetischer Reihenfolge eingeordnet.

**Art. 4** - Das Verzeichnis wird auf dem wallonischen Internet-Portal der öffentlichen Aufträge, [www.marchespublics.wallonie.be](http://www.marchespublics.wallonie.be), veröffentlicht.

**Art. 5** - Gemäß Artikel 20bis, § 3, des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, L1523-24, § 3 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und Artikel 152quinquies, Absatz 3 des Wallonischen Wohngesetzbuches senden die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die Interkommunalen und die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes innerhalb eines Monats nach dem Ablauf jedes Haushaltsjahrs die Berichte über die Transparenz der für einen Auftrag zur Kontrolle der Rechnungen gewählten Submittenten dem öffentlichen Dienst der Wallonie, Ressortübergreifende Generaldirektion Personal und Allgemeine Angelegenheiten (DGT1), Abteilung Rechtsangelegenheiten, Direktion der juristischen Unterstützung.

**Art. 6** - Die Berichte über die Transparenz werden auf dem wallonischen Internet-Portal der öffentlichen Aufträge, [www.marchespublics.wallonie.be](http://www.marchespublics.wallonie.be), veröffentlicht.

**Art. 7** - Der Minister für Lokale Behörden wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Dezember 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für lokale Behörden und Städte  
P. FURLAN

## ANLAGE

Verzeichnis der öffentlichen Aufträge eines Werts von mindestens 22.000 außer MwSt., die zwischen einem Revisor und einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer Interkommunale oder einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes abgeschlossen werden

Bezeichnung der Interkommunale Einrichtung öffentlichen Interesses Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes	Name des/der heutigen Dienstleistungserbringer(s) (Name der Gesellschaft + Name des/der Revisors(oren), der natürlichen Person(en), die an der Ausführung des Auftrags teilnehmen)	Gegenstand des Auftrags, so wie er in dem Sonderlastenheft erwähnt wird	Anfangs- und Endtermine für die Ausführung des laufenden Auftrags	Datum des Beschlusses zur Vergabe des Auftrags	ggf. Vorhandensein einer Klausel über die Erneuerung der heutigen Aufträge	ggf. für eine neue Bezeichnung vorgesehenes Datum	für die Bezeichnung der heutigen Dienstleistungserbringer angewandtes Verfahren zur Vergabe des öffentlichen Auftrags	Gesamtbetrag des Auftrags bzw. der Aufträge

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 2010 zur Ausführung des Dekrets vom 30. April 2009 über die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, der Interkommunalen und der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und über die Stärkung der Transparenz bei der Zuteilung der öffentlichen Aufträge für Revisoren durch einen wallonischen öffentlichen Auftraggeber und zur Änderung von Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 über die Regierungskommissare, des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, und des Wallonischen Wohngesetzbuches beigefügt zu werden

Namur, den 9. Dezember 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für lokale Behörden und Städte  
P. FURLAN

—————  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 4173

[2010/206351]

**9 DECEMBER 2010.** — **Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 152*quinquies*, derde lid, gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 20*bis*, § 3, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, inzonderheid op artikelen L1523-24, § 3, ingevoegd bij het decreet van 30 april 2009;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 8, § 1, derde lid;

Gelet op het advies 48.757/4 van de Raad van State, gegeven op 20 oktober 2010, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het kadaster bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode, hierna het decreet genoemd, bevat de volgende gegevens :

1<sup>o</sup> de naam van de huidige dienstverlener(s) (naam van de maatschappij + naam(namen) van de revisor(en), natuurlijke persoon(onen), die in de uitvoering van de opdracht tussenkomt(tussenkomen);

2<sup>o</sup> het voorwerp van de opdracht zoals bedoeld in het bijzondere bestek;

3<sup>o</sup> de begin- en einddatum van de uitvoering van de lopende overeenkomst;

4<sup>o</sup> de datum van beslissing van de toewijzing van de opdracht;

5<sup>o</sup> het eventueel bestaan van een clause over de vernieuwing van de huidige overeenkomsten;

6<sup>o</sup> de voor een nieuwe aanwijzing geplande datum;

7<sup>o</sup> de voor de aanwijzing van de huidige dienstverleners gebruikte procedure inzake de overheidsopdrachten;

8<sup>o</sup> het totaalbedrag van de opdracht(en).

**Art. 2.** Uiterlijk voor 15 juli van elk jaar maken de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen de in artikel 1 bedoelde gegevens over aan de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-Generaal Plaatselijke besturen, Sociale Actie en Gezondheid (DGO5), Departement Human Resources en Vermogen Plaatselijke Besturen, Directie Erfgoed en Overheidsopdrachten.

De instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen, waarvan de opdrachten niet onder artikel 8, § 1, van het decreet vallen, geven hiervan kennis aan de Waalse Overheidsdienst, Operationeel Directoraat-Generaal Plaatselijke besturen, Sociale Actie en Gezondheid (DGO5), Departement Human Resources en Vermogen Plaatselijke Besturen, Directie Erfgoed en Overheidsopdrachten.

Een afschrift van de in de vorige leden gevraagde informatie wordt door de bedoelde instellingen aan de Minister onder wie ze ressorteren, gestuurd.

**Art. 3.** Het kadaster van de overheidsopdrachten wordt opgemaakt overeenkomstig het in dit besluit bijgevoegde model.

Er worden drie tabellen opgemaakt (instellingen van openbaar nut, intercommunales en openbare huisvestingsmaatschappijen). Ze bevatten de in artikel 1 bedoelde informatie.

De 3 tabellen vermelden de letters "NC" (niet-medegedeelde informatie) voor de instellingen die artikel 2 niet in acht hebben genomen.

De instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen worden in de overeenstemmende tabel in alfabetische volgorde gerangschikt.

**Art. 4.** Het kadaster wordt bekendgemaakt op de Waalse portaal-site van de overheidsopdrachten, [www.marchespublics.wallonie.be](http://www.marchespublics.wallonie.be)

**Art. 5.** Overeenkomstig de artikelen 20bis, § 3, van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris, L1523-24, § 3, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en 152quinquies, derde lid, van de Waalse Huisvestingscode sturen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen binnen één maand na afloop van elk boekjaar de transparantierapporten van de inschrijvers die in aanmerking komen voor een opdracht inzake de controle op de rekeningen, aan de Waalse Overheidsdienst, Overkoepelend Directoraat-Generaal Personeel en Algemene zaken (DGT1), Departement Juridische Zaken, Directie Juridische Bijstand.

**Art. 6.** De transparantierapporten worden bekendgemaakt op de Waalse portaalsite van de overheidsopdrachten, [www.marchespublics.wallonie.be](http://www.marchespublics.wallonie.be).

**Art. 7.** De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 december 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN

---

BIJLAGE

**Kadaster van de overheidsopdrachten van 22.000 euro of meer, excl. btw, gegund tussen een revisor en een instelling van openbaar nut, een intercommunale of een openbare huisvestingsmaatschappij**

Benaming van de intercommunale instelling van openbaar nut openbare huisvestingsmaatschappij	naam van de huidige dienstverlener(s) (naam van de maatschappij + naam(namen) van de revisor(en), natuurlijke persoon(oenen), die in de uitvoering van de opdracht tussenkomt(tussenkomsten))	Het voorwerp van de opdracht zoals bedoeld in het bijzondere bestek	de begin- en einddatum van de uitvoering van de lopende overeenkomst	de datum van beslissing van de toewijzing van de opdracht	Het eventuele bestaan van een clause over de vernieuwing van de huidige overeenkomsten	De voor een nieuwe aanwijzing geplande datum	De voor de aanwijzing van de huidige dienstverleners gebruikte procedure inzake de overheidsopdrachten	Het totaalbedrag van de opdracht(en)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode.

Namen, 9 december 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN